ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 28 septembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant l'exécution de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, en ce qui concerne le recensement et le classement des véhicules automobiles, et abrogeant les dispositions du règlement annexé à l'arrêté royal du 3 mai 1939 relatives au recensement et au classement des chevaux et des voitures à traction hippomobile", a donné en sa séance du 9 octobre 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e September 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de uitvoering der wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen, wat de telling en de klassering van de motorvoertuigen betreft, en tot opheffing van de bepalingen van het bij koninklijk besluit van 3 Mei 1939 gevoegd reglement welke betrekking hebben op de telling en de klassering van de paarden en de paardenvoertuigen", heeft ter zitting van 9 October 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor, een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL FIXANT LE REGLEMENT SUR LE RECENSEMENT ET LE CLASSEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES, REMORQUES ET ENGINS MECANIQUES, EN VUE DE LEUR REQUISITION EVENTUELLE POUR LES BESOINS DE L'ARMEE.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, notamment les articles 4, d, et 44;

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1939 réglant l'exécution de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1947 relatif à l'organisation du contrôle technique des véhicules automobiles;

Considérant que la motorisation de l'armée rend inutiles le recensement et le classement des chevaux et des voitures à traction hippomobile;

./.....

Considérant qu'il y a lieu de simplifier les opérations de recensement et de classement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er.- Dispositions générales.

Article 1er.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine annuellement les marques, types et années de fabrication des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques, à recenser en vue de leur désignation pour la réquisition éventuelle pour les besoins de l'armée.

Article 2.-

Les difficultés et les contestations que l'exécution du présent arrêté pourrait provoquer dans les relations entre les commandants de district ou de canton de gendarmerie et les bourgmestres des communes, sont soumises, par l'intermédiaire des commandants de compagnie de gendarmerie, aux commandants de provinces; ceux-ci s'entendent avec les gouverneurs de province au sujet des mesures à prendre pour trancher le différend. S'il y a lieu, les commandants de province en réfèrent à leur commandant de circonscription, lequel en réfère éventuellement au Ministre de la Défense nationale.

CHAPITRE II.- Mesures à prendre en temps de paix en vue du recensement et du classement.

Article 3.-

Le recensement et le classement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques susceptibles de réquisition, se font à l'intervention soit des bourgmestres, soit des organismes de contrôle technique agréés par le Ministre des Communications pour effectuer l'inspection périodique des véhicules.

Article 4.-

Ces véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques, sont, en vue de leur utilisation pour les besoins de l'armée, en cas de mobilisation partielle ou totale de celle-ci, répartis en huit catégories suivant le tableau A annexé au présent arrêté.

Le Ministre de la Défense nationale peut modifier la liste des numéros de classification assignés aux diverses catégories de véhicules.

Article 5.-

Pour chacune des huit catégories, prévues à l'article 4, de véhicules recensés à l'intervention du bourgmestre, la commune tient un registre de classement du modèle IV annexé au présent arrêté.

Dans les communes divisées en sections ou divisions de police, il existe autant de registres de classement qu'il y a de sections ou divisions.

./.....

Ces registres sont munis d'un répertoire alphabétique et contiennent :

1° les numéros d'ordre d'inscription;

2° les **nom**, en lettres capitales, prénoms et adresse complète de chaque propriétaire ou détenteur;

3° les renseignements suivants relatifs au signalement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques :
   a) la marque de fabrique, le type, le nombre d'essieux moteurs et le genre de carburant;
   b) le numéro du moteur, le numéro du châssis ou du cadre, et l'année de construction;
   c) le tonnage ou charge utile pour les camionnettes et camions ou le nombre de places pour les voitures voyageurs, ambulances, autobus et autocars;
   d) le genre de carrosserie : plate-forme, bac-bâché, coffre en bois, benne basculante, etc....;
   e) le numéro de la plaque d'immatriculation et le numéro de classification;
   f) les observations éventuelles, ...;

4° la décision de la commission d'inspection;

5° le numéro d'ordre imparti par le tirage au sort;

6° une colonne réservée à l'inscription des remarques, signalant notamment que le propriétaire exerce la profession de médecin ou de médecin vétérinaire, en mentionnant la vente, la perte, etc....du véhicule.

Chaque feuillet de ces registres est suivi d'un feuillet détachable sur lequel figurent les mêmes mentions que sur le feuillet précédent non détachable.

./.....

Article 6.-

Tous les véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques existant dans la commune sont inscrits dans ces registres avec mention des numéros de classification, marques, années de fabrication et types des catégories fixées annuellement par le Ministre de la Défense nationale.

Article 7.-

Les registres de classement sont renouvelés annuellement.

Les inscriptions se font du 1er au 20 décembre de l'année qui précède l'exercice auquel les registres se rapportent.

Ces registres sont arrêtés, et visés par le bourgmestre, le 5 janvier de l'exercice, et restent ouverts pendant la durée de celui-ci pour l'inscription des mutations.

Article 8.-

Chaque commandant de canton de gendarmerie détient un double des registres de classement de toutes les communes de son canton.

Ce double est constitué par l'ensemble des feuillets détachables qui, le 5 janvier de chaque année, sont extraits des registres et certifiés conformes par les bourgmestres.

Il est tenu à jour en tenant compte des mutations survenant au cours de l'exercice.

./....

Article 9.-

Les organismes de contrôle technique agréés par le Ministre des Communications tiennent à jour un fichier permettant de répertorier, en fonction des marques, années de fabrication, charges utiles, carrosseries, etc..., les véhicules inspectés périodiquement en vertu des dispositions légales relatives à la sécurité routière.

Les délégués du Ministre de la Défense nationale sont autorisés à recueillir dans la documentation de ces organismes tous les renseignements statistiques nécessaires.

CHAPITRE III. Recensements annuels.

Article 10.-

Le recensement des véhicules des catégories et marques fixées par le Ministre de la Défense nationale a lieu tous les ans dans chaque commune, section ou division de police, sur la déclaration obligatoire des propriétaires ou détenteurs, et au besoin, d'office par les soins du bourgmestre.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les conditions d'exemption de ce recensement pour les véhicules exemptés de la réquisition en vertu de l'article 8, B, de la loi du 12 mai 1927.

Les propriétaires ou détenteurs de véhicules, désignés par certains numéros de classification et inspectés périodiquement par les organismes de contrôle technique agréés par le Ministre des Communications, peuvent être dispensés des formalités du recensement dans la commune.

./....

Article 11.-

Dans les quinze derniers jours du mois de novembre de chaque année, le bourgmestre fait savoir à ses administrés, par voie d'affiches du modèle 17 annexé au présent arrêté et par tous autres moyens que, sous peine de poursuites judiciaires, tous les particuliers, sociétés, firmes ou organismes quelconques, propriétaires ou détenteurs de véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques, des catégories et des marques fixées par le Ministre de la Défense nationale, doivent se présenter personnellement ou par mandataire à la commune,

entre les 1er et 20 décembre suivants, munis de tous renseignements utiles pour déclarer les dits véhicules.

Toute personne qui, à un titre quelconque, exerce le commerce de véhicules automobiles ou de motocyclettes, doit déclarer le nombre moyen de véhicules des marques fixées par le Ministre de la Défense nationale qu'elle détient.

Article 12.-

Les affiches du modèle 17 doivent être apposées en aussi grand nombre que possible à la maison communale et dans chacun des groupes d'habitations importants ou éloignés du centre de la commune.

Article 13.-

Il est délivré, à chaque déclarant, un certificat du modèle n°16 annexé au présent arrêté, portant le sceau de la commune.

Ce certificat doit être exhibé à toute demande du commandant du canton de gendarmerie ou de son délégué, ou de la police locale.

./.....

Article 14.-

Les propriétaires ou détenteurs de véhicules inspectés périodiquement par les organismes de contrôle technique agréés par le Ministre des Communications et qui sont exemptés des formalités du recensement dans les communes, doivent produire spontanément le dernier certificat de visite à toute demande du commandant du canton de gendarmerie ou de son délégué, ou de la police locale; ce document justificatif tient lieu de certificat du modèle n°16.

Article 15.-

Du 5 au 20 janvier, il est procédé, dans les organismes de contrôle technique agréés par le Ministre des Communications, à un recensement statistique des catégories de véhicules déterminées par le Ministre de la Défense nationale et reprises aux affiches du modèle n° 17 et pour lesquelles les propriétaires ou détenteurs sont dispensés des formalités du recensement dans les communes.

Article 16.-

Les véhicules, remorques et engins mécaniques, soumis au recensement dans les communes, garés ou remisés sur le territoire d'une commune autre que celle du domicile du propriétaire ou du détenteur, doivent être déclarés dans la commune sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

./.....

Article 17.-

Sans préjudice des opérations de contrôle effectuées en tout temps, la gendarmerie et la police locale s'assurent, entre le 21 décembre et le 5 janvier, que tous les véhicules des marques fixées par le Ministre de la Défense nationale ont été exactement déclarés.

Article 18.-

Il est dressé procès-verbal à charge des propriétaires ou détenteurs qui n'ont pas fait, à l'époque fixée, la déclaration de leurs véhicules ou qui ont fait des déclarations fausses ou incomplètes.

Les procès-verbaux sont transmis à l'autorité judiciaire compétente.

Article 19.-

Les commandants de canton de gendarmerie mettent leurs documents en concordance avec ceux des communes, particulièrement lors des mutations de véhicules et immédiatement après les opérations d'inspection.

Article 20.-

En possession des renseignements figurant aux registres de classement, les commandants de canton de gendarmerie établissent sur des formulaires du modèle R annexé au présent arrêté, un relevé statistique par catégorie, numéro de classification, marque, année de fabrication et nombre d'essieux moteurs des véhicules présentés au recensement.

./....

Ces relevés sont transmis pour le 15 janvier aux commandants de district de gendarmerie.

Article 21.-

En possession des relevés du modèle R, les commandants de district de gendarmerie établissent pour l'ensemble de leur district des relevés récapitulatifs par catégorie, marque, année de fabrication et nombre d'essieux moteurs.

Ces relevés sont transmis pour le 20 janvier aux commandants de circonscription militaire intéressés.

Article 22.-

Le recensement prévu à l'article 15 donne lieu à l'établissement de relevés récapitulatifs du modèle R.

Ces relevés se font par arrondissement et sont transmis le 20 janvier au plus tard par les directeurs des organismes de contrôle technique aux commandants de circonscription militaire intéressés.

CHAPITRE IV.- Détermination des véhicules désignés pour la réquisition éventuelle.

Article 23.-

Le 25 février de chaque année, au plus tard, le Ministre de la Défense nationale détermine pour chaque catégorie les numéros de classification, marques, années de fabrication et autres caractéristiques jugées utiles, des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques désignés pour la réquisition éventuelle.

./....

Article 24.-

Du 1er au 25 mars, il est établi pour chaque véhicule désigné pour la réquisition éventuelle un avis de réquisition du modèle 24 B annexé au présent arrêté.

Article 25.-

Pour les véhicules figurant sur les registres de classement, ces avis sont dressés par les commandants de canton de gendarmerie ou leurs délégués.

Pour les véhicules recensés par les organismes de contrôle technique, ces avis sont dressés par une commission militaire constituée à cet effet près ces organismes.

Article 26.-

Les avis de réquisition sont transmis, le 30 mars au plus tard, aux commandants de circonscription militaire intéressés.

CHAPITRE V.- Inspection des véhicules recensés ~~dans les communes~~ et contrôle du classement.

Article 27.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine par numéros de classification, les genres, marques et autres caractèristiques des véhicules qui doivent être soumis à l'inspection.

Les commandants de circonscription militaire désignent chaque année les communes du Royaume qui sont soumises aux opérations d'inspection.

./....

Article 28.-

Le 1er mars au plus tard, les commandants de district de gendarmerie adressent aux bourgmestres des communes soumises à l'inspection une lettre du modèle n°18 annexé au présent arrêté,et avisent de cette inspection les commandants de canton intéressés.

Au verso de ces lettres figure une liste des catégories, genres et marques de véhicules qui seront présentés aux commissions d'inspection.

Si l'inspection porte sur des véhicules recensés par des organismes de contrôle technique agréés par le Ministre des Communications, il est annexé aux lettres du modèle n°18, une liste donnant par commune, les nom , prénoms et adresse des propriétaires ou détenteurs des véhicules soumis à l'inspection.

Article 29.-

Les opérations d'inspection ont pour but de s'assurer de l'exactitude du classement, des mentions faites au registre de classement et de vérifier si les véhicules inscrits conviennent pour un service prolongé pendant une campagne.

Par service prolongé ,il faut entendre une utilisation normale de trois mois au moins.

Article 30.-

Les commissions d'inspection sont mixtes et comprennent :
un président, officier technicien en mécanique automobile désigné par le commandant de circonscription militaire;

./....

un membre civil spécialiste en la même matière, désigné par le bourgmestre;

un agent communal, porteur des registres de classement de la commune et éventuellement des listes d'adresses annexées aux lettres du modèle 18.

Ces trois membres ont voix délibérative et les décisions sont prises à la majorité des voix.

A chaque commission sont attachés deux secrétaires militaires spécialistes en mécanique automobile, pris autant que possible dans le corps auquel appartient l'officier présidant la commission.

Le commandant du canton de gendarmerie ou son délégué assiste aux opérations. Il est porteur des registres de classement du canton et, éventuellement, des listes d'adresses annexées aux lettres du modèle/18.

Article 31.-

Le bourgmestre, ou celui qui le remplace, ne peut faire partie de la commission d'inspection; sa présence est toutefois obligatoire pendant toute la durée des opérations de la commission.

Article 32.-

Les commissions d'inspection opèrent entre le 16 mars et le 30 avril. Elles siègent en un endroit de la commune désigné par le bourgmestre.

Dès réception de la lettre du modèle n°18, et au plus tard quinze jours avant l'inspection, les bourgmestres font publier par voie d'affiches du modèle n°24 C,

annexé au présent arrêté, un avis invitant les propriétaires ou détenteurs, sous peine de poursuites judiciaires, à présenter au jour, à l'heure et à l'endroit où doivent avoir lieu les opérations d'inspection, les véhicules appartenant aux catégories indiquées.

Ces affiches doivent être apposées, non seulement à la maison communale, mais encore dans les groupes d'habitations les plus importants ou les plus éloignés du centre de la commune.

Les propriétaires ou détenteurs qui, pour des raisons dûment justifiées, désirent présenter leurs véhicules en dehors des heures fixées, doivent en faire la demande au bourgmestre dès l'apposition des affiches; les demandes sont transmises aux commandants de canton de gendarmerie.

Article 33.-

Les propriétaires ou détenteurs qui ne pourraient venir eux-mêmes devant la commission d'inspection doivent faire présenter leurs véhicules par des personnes en mesure de fournir toutes les explications nécessaires.

Les véhicules présentés doivent être munis de tous leurs objets d'outillage, accessoires et rechanges, et éventuellement de leur équipement spécial.

Article 34.-

Un procès-verbal est rédigé par les soins de la gendarmerie ou de la police locale à charge des propriétaires ou détenteurs qui, sans motifs légitimes, auront

./.....

négligé de présenter ou de faire présenter leurs véhicules à la commission d'inspection.

Les véhicules qui n'auront pas été présentés seront,d'autre part,inscrits d'office pour la réquisition éventuelle,sans préjudice des poursuites judiciaires auxquelles s'exposent les propriétaires ou détenteurs à charge desquels procès-verbal aura été dressé.

Article 35.-

Les propriétaires ou détenteurs dont les véhicules sont en réparation doivent se présenter à la commission d'inspection,porteurs d'une déclaration signée par le directeur ou le délégué de l'usine ou du garage chargé de la réparation.

Les déclarations sont remises par le président de la commission d'inspection au commandant du canton de gendarmerie chargé du contrôle.

Article 36.-

Les véhicules détenus en magasin par les personnes qui, à un titre quelconque, exercent le commerce de véhicules automobiles ou de motocyclettes,sont examinés sur place par la commission.

Article 37.-

Les opérations d'inspection ne peuvent être remises lorsque la date en a été fixée.

Si,au jour et à l'heure fixés pour les opérations d'inspection, l'officier président est empêché, le commandant du canton de gendarmerie provoque immédiatement la désignation d'un remplaçant.

./.....

CHAPITRE VI. - Désignation des véhicules en vue de leur réquisition et tirage au sort.

Article 38.-

Le 1er avril au plus tard, les commandants de district de gendarmerie adressent aux bourgmestres des communes ressortissant à leur district l'état du modèle n°23 D annexé au présent arrêté, indiquant les marques, types et années de fabrication, par catégorie, des véhicules à livrer par les dites communes pour les besoins successifs de l'armée en cas de mobilisation partielle ou totale de celle-ci.

Si tous les véhicules d'une catégorie ne sont pas désignés, cet état fixe le nombre des véhicules à livrer par la commune.

Article 39.-

Les renseignements portés sur cet état sont valables pendant une période d'un an, qui prend cours le 1er juin de l'année courante et expire le 31 mai de l'année suivante.

Article 40.-

Le collège des bourgmestre et échevins, tenant compte des exemptions prévues à l'article 10, procède à la répartition des prestations à charge des propriétaires ou détenteurs inscrits dans la commune.

Si, pour un numéro de classification, le nombre des véhicules recensés est supérieur à celui que doit livrer la commune, il est procédé à un tirage au sort, aux fins de régler l'ordre d'appel des prestations.

./....

Article 41.-

Ce tirage au sort se fait publiquement, en présence du bourgmestre et de deux délégués du conseil communal.

Article 42.-

L'urne doit contenir pour chaque numéro de classification autant de bulletins qu'il y a de véhicules inscrits dans la commune.

Les personnes qui, à un titre quelconque, exercent le commerce de véhicules automobiles ou de motocyclettes, participent au tirage au sort, pour le nombre moyen de véhicules déclarés par elles dans ce numéro de classification.

Article 43.-

Le numéro assigné par le tirage au sort est inscrit séance tenante dans le registre de classement.

L'ordre des livraisons de véhicules en cas de mobilisation partielle ou totale de l'armée, et des réquisitions suivantes éventuelles, est celui indiqué par le résultat du tirage au sort, en commençant par le numéro le plus bas.

Article 44.-

Le 15 avril au plus tard, les bourgmestres font éventuellement parvenir au commandant du canton de gendarmerie une liste par catégorie, du modèle n° 25 A annexé au présent arrêté.

./.....

Article 45.-

Le 24 avril au plus tard, ces renseignements et ceux obtenus par les commissions d'inspection sont commu iqués par les commandants de district de gendarmerie à leur commandant de circonscription.

Article 46.-

Les commandants de circonscription écartent des avis de réquisition qui sont en leur possession, ceux qui sont relatifs aux véhicules éliminés par le tirage au sort ou que les commissions d'inspection ont déclarés impropres à un service prolongé.

Article 47.-

Ces opérations terminées, les commandants de circonscription militaire complètent les avis de réquisition par la mention de l'endroit de livraison et les font parvenir le 5 mai au plus tard, aux commandants de canton de gendarmerie intéressés.

Article 48.-

Le 25 mai au plus tard, les commandants de canton de gendarmerie font parvenir aux bourgmestres les avis de réquisition en leur possession.

Ces avis, portant le contre-seing du bourgmestre et le sceau de la commune, sont remis, le 31 mai au plus tard, par les bourgmestres aux propriétaires ou détenteurs désignés.

./.....

CHAPITRE VII.- Dispositions diverses.

Article 49.-

Les commandants de canton de gendarmerie établissent, pour chacun des véhicules pour lesquels ils ont reçu un avis de réquisition, un ordre de réquisition du modèle n°23 A, et les reçus annexes I et II prévus à l'article 94 de l'arrêté royal du 3 mai 1939.

Les ordres de réquisition sont vérifiés et signés par le commandant de district de gendarmerie, le 31 mai au plus tard.

Ces ordres et les annexes I et II sont complétés, classés et déposés au siège du canton de gendarmerie.

Article 50.-

Il est établi un ordre de réquisition du modèle n°23 A, muni de ses annexes I et II, distinct pour chaque véhicule désigné pour la réquisition.

Article 51.-

Si, au cours de l'exercice, le lieu de livraison mentionné à l'avis de réquisition est modifié, le commandant de circonscription militaire établit un nouvel avis de réquisition, lequel est transmis au commandant de canton de gendarmerie qui établit immédiatement un ordre de réquisition.

Cet avis est alors transmis au bourgmestre lequel, après l'avoir contresigné et y avoir apposé le

./...

sceau de la commune, le remet au propriétaire ou au détenteur du véhicule, contre restitution de l'avis de réquisition périmé.

Ce dernier document est renvoyé au commandant de canton de gendarmerie qui le fait parvenir au commandant de circonscription militaire en y joignant l'ordre de réquisition périmé.

Article 52.-

Les véhicules automobiles devront, lors de la réquisition, être pourvus de leur outillage, de leurs accessoires, de leurs objets de rechange, de leur plein d'essence et d'huile, et, éventuellement, de leur équipement spécial. En outre, les camions automobiles devront être pourvus d'un approvisionnement de cent litres d'essence en bidons et de quatre litres d'huile en bidons; les camions citernes ou remorques - citernes à essence devront être livrés avec leur plein d'essence.

Article 53.-

L'immatriculation des véhicules désignés pour la réquisition est faite dès le temps de paix.

Les numéros d'immatriculation sont inscrits sur les avis, les ordres de réquisition et les reçus annexes I et II.

Article 54.-

Sous peine de poursuites judiciaires, tout propriétaire ou détenteur de véhicule en possession d'un avis de réquisition est tenu d'avertir le bourgmestre dans les quinze jours :

1° de la vente, destruction, perte, vol, mise hors de service définitive ou départ définitif à l'étranger du véhicule désigné;

2° du changement de résidence ou de la remise définitive de ce véhicule dans un garage, hangar ou endroit quelconque situé sur le territoire d'une commune autre que celle figurant à l'avis de réquisition. La déclaration ne doit être faite qu'à la commune de départ.

Article 55.-

En avertissant le bourgmestre, le déclarant lui remet, dûment complété, l'avis de réquisition dont il est détenteur. Un certificat du modèle n°16, portant le sceau de la commune, est délivré au déclarant en échange de l'avis de réquisition périmé.

Article 56.-

En cas de décès du propriétaire ou détenteur du d'un véhicule pour lequel un avis de réquisition a été établi, il appartient aux ayants droit de se conformer aux articles 54 et 55.

Article 57.-

S'il s'agit d'un véhicule recensé dans la commune, le bourgmestre mentionne sur cet avis de réquisition, le véhicule qui, d'après l'ordre du tirage au sort, remplace celui qui est l'objet de la déclaration.

./....

Article 58.-

Tout avis de réquisition périmé est transmis par le bourgmestre au commandant du canton de gendarmerie, qui en accuse réception.

Article 59.-

Pour les véhicules recensés dans la commune, le bourgmestre et le commandant du canton de gendarmerie mentionnent dans leurs registres de classement les déclarations faites conformément aux articles 54 et 56. Ils tiennent compte sur leurs listes du modèle 25 A, des remplacements de véhicules provoqués par ces déclarations.

Article 60.-

Le propriétaire ou détenteur du véhicule désigné en remplacement d'un autre véhicule est prévenu de la manière fixée à l'article 48.

Article 61.-

L'acquéreur d'un véhicule pour lequel l'ancien propriétaire ou détenteur avait reçu un avis de réquisition doit être prévenu que ce véhicule reste désigné pour la réquisition.

Cette notification se fait conformément à l'article 48.

Article 62.-

Le propriétaire ou détenteur d'un véhicule ayant fait l'objet d'un avis de réquisition est tenu d'obtempérer aux instructions figurant sur ce document

./...

dès la mobilisation partielle ou totale de l'armée. La non-réception de l'ordre de réquisition ne peut en aucun cas justifier le défaut de présentation du véhicule à la commission de réquisition.

Article 63.-

Les militaires en congé illimité, conducteurs de véhicules désignés pour la réquisition, doivent, quelle que soit la destination qui leur est assignée par l'ordre de rappel, conduire en premier lieu leur véhicule à la commission de réquisition indiquée sur l'ordre ou sur l'avis de réquisition. Ils n'obtempèreront à leur ordre de rappel qu'après avoir été libérés par la commission de réquisition.

Article 64.-

Il appartient aux propriétaires, détenteurs ou conducteurs de remorques désignés pour la réquisition d'amener en premier lieu la remorque à la commission indiquée sur l'ordre ou sur l'/'avis de réquisition avant de livrer le tracteur, si la réquisition de celui-ci est prévue par une autre commission.

CHAPITRE VIII.- Disposition pénale.

Article 65.-

Les personnes qui négligent de faire les déclarations prévues aux articles 54 et 56, seront punies des peines prévues par la loi du 12 mai 1927.

./.....

CHAPITRE IX.- Dispositions finales.

Article 66.-

Sont abrogés les articles 150 à 243, 248, 249, 265 et 273 du règlement annexé à l'arrêté royal du 3 mai 1939 réglant l'exécution de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

Article 67.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 68.-

Notre Ministre de la Défense nationale et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Communications,

Les annexes doivent porter la mention suivante : "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ....", et les contreseings.

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN HET REGLEMENT OP DE TELLING EN DE RANGSCHIKKING VAN DE MOTORVOERTUIGEN, DE AANHANGWAGENS EN HET MECHANISCH TUIG, MET HET OOG OP GEBEURLIJKE OPEISING VOOR HET LEGER.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen, namelijk op de artikelen 4, d, en 44;

Gelet op de besluitwet van 30 December 1946 houdende herziening en coordinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 Mei 1939 tot regeling van de uitvoering der wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 Augustus 1947 betreffende de organisatie van het technisch toezicht op de motorvoertuigen;

Overwegende dat de motorisering van het leger de telling en de rangschikking van de paarden en van de paardenvoertuigen overbodig maakt;

.../...

Overwegende dat de tellings- en rangschikkingsverrichtingen van de motorvoertuigen, de aanhangwagens en het mechanisch tuig,vereenvoudiging behoeven;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Verkeerswezen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I.- Algemene bepalingen.

Artikel 1.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt jaarlijks de merken, typen en bouwjaren van de motorvoertuigen, de aanhangwagens en het mechanisch tuig, die,met het oog op hun aanwijzing voor gebeurlijke opeising ten behoeve van het leger,moeten geteld worden.

Artikel 2.-

Moeilijkheden of betwistingen welke de uitvoering van dit besluit mocht doen rijzen bij de betrekkingen tussen de commandanten van rijkswachtdistricten of -kantons en de burgemeesters der gemeenten, worden, door tussenkomst van de commandanten van rijkswachtcompagnies, aan de provinciecommandanten voorgelegd; deze laatste verstaan zich met de provinciegouverneurs omtrent de maatregelen die moeten getroffen worden om aan het geschil een oplossing te geven. Desnoods brengen de provinciecommandanten er verslag over uit bij hun gebiedscommandant die,in voorkomend geval,verslag doet aan de Minister van Landsverdediging.

.../...

HOOFDSTUK II.- Maatregelen in vredestijd te treffen met het oog op de telling en de rangschikking.

Artikel 3.-

Telling en rangschikking van de opeisbare motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig, geschieden door tussenkomst hetzij van de burgemeesters, hetzij van de organismen voor technische contrôle, door de Minister van Verkeerswezen aangesteld om de voertuigen op geregelde tijdstippen te schouwen.

Artikel 4.-

Deze motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig, worden, met het oog op hun gebruik bij het leger, wanneer het gedeeltelijk of algeheel gemobiliseerd wordt, in acht categorieën ingedeeld volgens de bij dit besluit gevoegde tabel A.

De Minister van Landsverdediging kan de lijst van de aan de verschillende categorieën van voertuigen toegewezen rangschikkingsnummers wijzigen.

Artikel 5.-

Voor elke van de in artikel 4 bedoelde categorieën van voertuigen geteld door tussenkomst van de burgemeester, houdt de gemeente een rangschikkingsboek van het bij dit besluit gevoegde model IV.

.../...

In de gemeenten die in politiesecties of -wijken zijn ingedeeld, zijn evenveel klasseerboeken voorhanden als er secties of wijken bestaan.

Die boeken zijn van een alphabetische klapper voorzien en omvatten :

1° de volgnummers der inschrijving;

2° naam (in drukletters), voornamen en volledig adres van elke eigenaar of houder;

3° de volgende inlichtingen betreffende het signalement van de motorvoertuigen, de aanhangwagens en het mechanisch tuig:
   a) fabrieksmerk, type, getal drijfassen en aard van de brandstof;
   b) motornummer, raamnummer en bouwjaar;
   c) tonnemaat, of laadvermogen van de autowagentjes en vrachtwagens of getal plaatsen van de personenwagens, ziekenwagens,autobussen en autocars;
   d) soort van koetswerk: platte wagen, huifbak, houten bak, kipbak, enz.;
   e) nummer van de nummerplaat en rangschikkingsnummer;
   f) gebeurlijke aanmerkingen;

4° de beslissing van de schouwingscommissie;

5° het door de loting toegewezen volgnummer;

6° een kolom voor inschrijving van de opmerkingen, onder meer aangevend dat de eigenaar of houder van beroep geneesheer of veearts is, of de verkoop, het verlies enz.. van het voertuig vermeldend.

Elk blad in die boeken is gevolgd door een scheurblad,waarop dezelfde inlichtingen als op het vorige vaste blad voorkomen.

.../...

Artikel 6.-

Alle motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig,voorhanden in de gemeente worden in die boeken ingeschreven met vermelding van rangschikkingsnummers, merken, bouwjaren en typen van de categorieën die de Minister van Landsverdediging jaarlijks vaststelt.

Artikel 7.-

De klasseerboeken worden jaarlijks vernieuwd.

De inschrijvingen hebben plaats van 1 tot 20 December van het jaar voorafgaand aan het dienstjaar waarop de boeken betrekking hebben.

Die boeken worden de 5e Januari van het dienstjaar afgesloten en door de burgemeenster voor gezien getekend, en blijven voor de duur van dat dienstjaar open om wijzigingen in te schrijven.

Artikel 8.-

Elke commandant van een rijkswachtkanton bezit een dubbel van de rangschikkingsboeken van al de gemeenten van zijn kanton.

Dit dubbel bestaat uit al de scheurbladen die de 5e Januari van elk jaar uit de boeken worden getrokken en door de burgemeesters voor eensluidend verklaard.

.../...

Het wordt bijgehouden met inachtneming van de wijzigingen die zich in de loop van het dienstjaar voordoen.

Artikel 9.-

De door de Minister van Verkeerswezen aangestelde organismen voor technische contrôle houden een kaartsysteem bij, dat het mogelijk maakt, de voertuigen die krachtens de wetsbepalingen op de veiligheid der wegen op geregelde tijdstippen geschouwd worden, volgens de merken, de bouwjaren, het laadvermogen, het koetswerk, enz... in te schrijven.

De gemachtigden van de Minister van Landsverdediging mogen aan de documentatie van deze organismen alle nodige statistische inlichtingen ontlenen.

HOOFDSTUK III.- Jaarlijkse tellingen.

Artikel 10.-

De telling van de voertuigen der door de Minister van Landsverdediging bepaalde merken en categorieën geschiedt elk jaar, in elke gemeente, politiesectie of -wijk, op verplichte aangifte vanwege de eigenaars of houders en, desnoods, ambtshalve door toedoen van de burgemeester.

.../...

De Minister van Landsverdediging bepaalt onder welke voorwaarden de krachtens artikel 8, B, van de wet van 12 Mei 1927 van opeising ontslagen voertuigen van deze telling vrijgesteld zijn.

De eigenaars of houders van voertuigen, welke met bepaalde rangschikkingsnummers zijn aangeduid en op geregelde tijdstippen door de vanwege de Minister van Verkeerswezen aangestelde organismen voor technische contrôle worden geschouwd, kunnen van de tellingsformaliteiten in de gemeente ontheven worden.

Artikel 11.-

In de loop van de laatste vijftien dagen van November van elk jaar laat de burgemeester, door plakbrieven van het bij dit besluit gevoegde model 17 en door alle andere middelen, aan de inwoners van zijn gemeente weten dat al de particulieren, vennootschappen, firma's of welke organismen ook, die eigenaar of houder zijn van motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig van de door de Minister van Landsverdediging bepaalde categorieën en merken, zich op straffe van rechtsvervolgingen tussen 1 en 20 December daaropvolgend bij de gemeente moeten aanmelden of er een vertegenwoordiger afvaardigen, voorzien van alle nuttige inlichtingen voor de aangifte van genoemde voertuigen.

Alwie, hoe dan ook, handel drijft in motorvoertuigen of in motorfietsen, moet aangifte doen van het gemiddeld getal voertuigen van de door de Minister van Landsverdediging bepaalde merken, die hij in zijn bezit heeft.

.../...

Artikel 12.-

De plakbrieven van het model nr 17 moeten zo talrijk mogelijk uitgehangen worden ten gemeentehuize en in elke belangrijke of van het centrum der gemeente afgelegen huizengroep.

Artikel 13.-

Een bewijs van het bij dit besluit gevoegde model nr 16, voorzien van het gemeentezegel, wordt aan elke aangever uitgereikt.

Dat bewijs moet op elk verzoek van de commandant van het rijkswachtkanton of van zijn gemachtigde of van de plaatselijke politie vertoond worden.

Artikel 14.-

De eigenaars of houders van voertuigen, welke op geregelde tijdstippen door de vanwege de Minister van Verkeerswezen aangestelde organismen voor technische contrôle geschouwd worden en die van de tellingsformaliteiten in de gemeenten vrijgesteld zijn, moeten het jongste schouwingsbewijs spontaan vertonen op elk verzoek van de commandant van het rijkswachtkanton of van zijn gemachtigde of van de plaatselijke politie; dit bewijsstuk geldt als bewijs model nr 16.

.../...

Artikel 15.-

Van 5 tot 20 Januari gaan de door de Minister van Verkeerswezen aangestelde organismen voor technische contrôle over tot een statistische telling van de door de Minister van Landsverdediging bepaalde en op de plakbrieven model nr 17 vermelde categorieën van voertuigen, waarvoor de eigenaars of houders vrijstelling van de tellingsformaliteiten in de gemeenten genieten.

Artikel 16.-

De door de gemeenten te tellen motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig, die gestald of geborgen zijn op het grondgebied van een andere gemeente dan die waar de eigenaar of houder woont, moeten aangegeven worden in de gemeente op welker grondgebied zij zich bevinden.

Artikel 17.-

Onverminderd de ten allen tijde gedane contrôleverrichtingen, gaan de rijkswacht en de plaatselijke politie tussen 21 December en 5 Januari na, of al de voertuigen van de door de Minister van Landsverdediging bepaalde merken juist werden aangegeven.

Artikel 18.-

Proces-verbaal wordt opgemaakt ten laste van de eigenaars of houders, die op het gestelde tijdstip hun voertuigen niet aangegeven hebben of die valse of onvolledige aangiften hebben gedaan.

.../...

De processen-verbaal worden aan de bevoegde rechterlijke overheid overgemaakt.

Artikel 19.-

De commandanten van de rijkswachtkantons doen hun bescheiden overeenstemmen met die der gemeenten, voornamelijk bij wijziging van de voertuigen en dadelijk na de schouwingsverrichtingen.

Artikel 20.-

Aan de hand van de inlichtingen voorkomende in de klasseerboeken, maken de commandanten van de rijkswachtkantons, op formulieren van het bij dit besluit gevoegde model R, per categorie, rangschikkingsnummer, merk, bouwjaar en getal drijfassen, een statistische lijst op van de ter telling voorgebrachte voertuigen.

Deze lijsten worden tegen 15 Januari aan de commandanten van de rijkswachtdistricten overgemaakt.

Artikel 21.-

Aan de hand van de lijsten van het model R, maken de commandanten van de rijkswachtdistricten voor geheel hun district, per categorie, merk, bouwjaar en getal drijfassen, samenvattende lijsten op.

Deze lijsten worden tegen 20 Januari aan de betrokken commandanten van de militaire gebieden overgemaakt.

.../...

Artikel 22.-

Voor de bij artikel 15 bepaalde telling worden samenvattende lijsten model R opgemaakt.

Deze lijsten worden per arrondissement samengesteld en uiterlijk 20 Januari door de bestuurders van de organismen voor technische contrôle aan de betrokken commandanten van de militaire gebieden overgemaakt.

HOOFDSTUK IV.- Bepaling van de voor gebeurlijke opeising aangewezen voertuigen.

Artikel 23.-

Uiterlijk 25 Februari van elk jaar, bepaalt de Minister van Landsverdediging voor elke categorie de rangschikkingsnummers, merken, bouwjaren en andere nuttig geachte kenmerken der voor gebeurlijke opeising aangewezen motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig.

Artikel 24.-

Van 1 tot 25 Maart wordt voor elk motorvoertuig, dat voor gebeurlijke opeising werd aangewezen, een opeisingsbericht opgemaakt van het bij dit besluit gevoegde model 24 B.

.../...

Artikel 25.-

Voor de in de klasseerboeken vermelde voertuigen worden deze opeisingsberichten door de commandanten van de rijkswachtkantons of hun gemachtigden opgemaakt.

Voor de voertuigen, welke door de organismen voor technische contrôle worden geteld, worden deze berichten opgemaakt door een daartoe bij deze organismen ingestelde militaire commissie.

Artikel 26.-

De opeisingsberichten worden uiterlijk 30 Maart aan de betrokken commandanten van de militaire gebieden overgemaakt.

HOOFDSTUK V.- Schouwing van de getelde voertuigen en toezicht op de rangschikking.

Artikel 27.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt per rangschikkingsnummers de soorten, merken en andere kenmerken der voertuigen welke aan schouwing moeten onderworpen worden.

Elk jaar duiden de commandanten van de militaire gebieden aan, in welke gemeenten van het Rijk schouwingsverrichtingen geschieden.

.../...

Artikel 28.-

Uiterlijk 1 Maart sturen de commandanten van de rijkswachtdistricten aan de burgemeesters van de gemeenten waar de schouwing zal geschieden een brief van het bij dit besluit gevoegde model nr 18, en brengen zij deze schouwing ter kennis van de betrokken kantoncommandanten

De keerzijde van deze brieven geeft de lijst op der categorieën, soorten en merken van voertuigen, die voor de schouwingscommissies dienen gebracht.

Heeft de schouwing betrekking op voertuigen, die door tussenkomst van de door de Minister van Verkeerswezen aangestelde organismen voor technische contrôle geteld worden, dan wordt bij de brieven van het model nr 18 een lijst gevoegd met opgave, per gemeente, van naam, voornamen en adres van de eigenaars of houders der te schouwen voertuigen.

Artikel 29.-

De schouwingsverrichtingen hebben tot doel de juistheid na te gaan van de rangschikking en van de in het rangschikkingsboek ingeschreven vermeldingen, en te onderzoeken of de ingeschreven voertuigen voor een langdurig gebruik in een veldtocht kunnen dienen.

Door langdurig gebruik, dient men te verstaan een normaal gebruik van ten minste drie maanden.

Artikel 30.-

De schouwingscommissies zijn gemengd en bestaan **uit :**

.../...

een voorzitter, officier technicus in de automekaniek, aangeduid door de commandant van het militair gebied;
een burgerlijk lid, gespecialiseerd in dezelfde zaak, aangeduid door de burgemeester;
een ambtenaar van de gemeente, houder van de rangschikkingsboeken der gemeente en gebeurlijk van de adreslijsten, gevoegd bij de brieven van het model nr 18.

Deze drie leden zijn stemgerechtigd en de beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Aan elke commissie worden als secretarissen verbonden twee militairen, gespecialiseerd in de automekaniek, zoveel mogelijk gekozen uit het korps waartoe de officier die de commissie voorzit behoort.

De commandant van het rijkswachtkanton of zijn gemachtigde woont de verrichtingen bij. Hij is houder van de rangschikkingsboeken van het kanton, en gebeurlijk, van de adreslijsten gevoegd bij de brieven van het model nr 18.

Artikel 31.-

De burgemeester of degene die hem vervangt, kan van de schouwingscommissie geen deel uitmaken; hij is echter verplicht tijdens de ganse duur der verrichtingen van de commissie aanwezig te zijn.

Artikel 32.-

De schouwingscommissies werken tussen 16 Maart en 30 April.

.../...

Ze houden zitting op een door de burgemeester aangeduide plaats in de gemeente.

Zodra de burgemeesters de brief van het model nr 18 ontvangen hebben, en uiterlijk vijftien dagen vóór de schouwing, laten zij door middel van plakbrieven van het bij dit besluit gevoegde model nr 24 C weten, dat de eigenaars of houders op straf van rechtsvervolging de voertuigen van de aangeduide categorieën, op dag, uur en plaats van de schouwingsverrichtingen, moeten voorbrengen.

Deze plakbrieven dienen niet alleen ten gemeentehuize, doch ook in de belangrijkste of het verst van het centrum afgelegen huizengroepen der gemeente uitgehangen.

Eigenaars/die of houders, om behoorlijk gewettigde redenen, hun voertuigen buiten de bepaalde uren wensen voor te brengen, moeten zulks bij de burgemeester aanvragen zodra de plakbrieven uitgehangen zijn; de aanvragen worden aan de commandanten van de rijkswachtkantons overgemaakt.

Artikel 33.-

Eigenaars of houders die niet persoonlijk voor de schouwingscommissie kunnen verschijnen, moeten hun voertuigen doen voorbrengen door personen die alle nodige uitleg kunnen verschaffen.

De voorgebrachte voertuigen moeten van al hun gereedschap, toebehoren en reservestukken en, in voorkomend geval, van hun bijzondere uitrusting voorzien zijn.

Artikel 34.-

Door de rijkswacht of de plaatselijke politie wordt proces-verbaal opgemaakt ten laste van de eigenaars of houders die, zonder geldige reden, mochten nagelaten hebben hun voertuigen voor de schouwingscommissie te brengen of te laten brengen.

.../...

Anderzijds worden de niet voorgebrachte voertuigen ambtshalve voor gebeurlijke opeising ingeschreven, onverminderd de rechtsvervolgingen waaraan de eigenaars, te wier laste proces-verbaal werd opgemaakt, zich blootstellen.

Artikel 35.-

Eigenaars of houders wier voertuigen in herstelling zijn, moeten zich bij de schouwingscommissie aanmelden met een verklaring, door de directeur of gemachtigde van de met de herstelling belaste fabriek of autobergplaats ondertekend.

De verklaringen worden door de voorzitter van de schouwingscommissie aan de commandant van het met het toezicht belaste rijkswachtkanton overhandigd.

Artikel 36.-

De voertuigen gehouden door de personen die, hoe dan ook, handel drijven in motorvoertuigen of motorfietsen, worden door de commissie ter plaatse onderzocht.

Artikel 37.-

Eens de datum voor de schouwingsverrichtingen bepaald, mogen deze niet worden uitgesteld.

Zo de officier voorzitter op voor de schouwingsverrichtingen bepaalde dag en uur belet is, doet de commandant van het rijkswachtkanton onmiddellijk een plaatsvervanger aanwijzen.

.../...

HOOFDSTUK VI.- Aanwijzing der voertuigen met het oog op hun opeising en loting.

Artikel 38.-

Uiterlijk 1 April, sturen de commandanten van de rijkswachtdistricten aan de burgemeesters van de gemeenten behorende tot hun district, een staat van het bij dit besluit gevoegde model nr 23 D, met opgave, per categorie, van de merken, types en bouwjaren van de voertuigen welke door die gemeenten dienen geleverd tot dekking van de achtereenvolgende behoeften van het leger, voor het geval van gedeeltelijke of algehele mobilisatie er van.

Worden al de voertuigen van een categorie niet aangewezen, dan bepaalt die staat het getal door de gemeente te leveren voertuigen.

Artikel 39.-

De op die staat vermelde inlichtingen gelden voor één jaar, welk jaar ingaat op 1 Juni van het lopende jaar en verstrijkt op 31 Mei van het volgende.

Artikel 40.-

Met inachtneming van de in artikel 10 bepaalde vrijstellingen, verdeelt het college van burgemeester en schepenen de verstrekkingen over de in de gemeente ingeschreven eigenaars of houders.

Omvat een rangschikkingsnummer meer getelde motorvoertuigen dan door de gemeente moet worden geleverd, dan wordt overgegaan tot een loting met het doel de volgorde der verstrekkingen te regelen.

.../...

Artikel 41.-

Deze loting geschiedt in het openbaar,ten overstaan van de burgemeester en van twee gemachtigden van de gemeenteraad.

Artikel 42.-

De bus moet voor ieder rangschikkingsnummer zoveel briefjes bevatten als er in de gemeente ingeschreven voertuigen zijn.

De personen die,hoe dan ook,handelaar zijn in motorvoertuigen of motorfietsen nemen aan de loting deel voor het gemiddeld getal voertuigen, door hen in dit rangschikkingsnummer aangegeven.

Artikel 43.-

Het nummer dat elk voertuig bij de loting toegewezen krijgt, wordt terstond in het rangschikkingsboek ingeschreven.

De volgorde, waarin de voertuigen bij gedeeltelijke of algehele mobilisatie van het leger worden ingeleverd en waarin gebeurlijke latere opeisingen geschieden, is die welke door het resultaat der loting wordt aangewezen, te beginnen met het laagste nummer.

Artikel 44.-

Uiterlijk 15 April,doen de burgemeesters aan de commandant van het rijkswachtkanton eventueel een per categorie opgemaakte lijst van het bij dit besluit gevoegde model n° 25 A toekomen.

Artikel 45.-

Uiterlijk 24 April,worden deze inlichtingen samen met die, welke door de schouwingscommissies zijn inge-

./....

wonnen, door de commandanten der rijkswachtdistricten aan hun gebiedscommandant medegedeeld.

Artikel 46.-

De gebiedscommandanten verwijderen uit de in hun bezit zijnde opeisingsberichten die welke betrekking hebben op de voertuigen, die door de loting niet zijn aangewezen of door de schouwingscommissies ongeschikt zijn verklaard voor langdurig gebruik.

Artikel 47.-

Na deze verrichtingen vullen de commandanten van de militaire gebieden de opeisingsberichten aan met de opgave van de plaats der inlevering en doen ze uiterlijk 5 Mei aan de betrokken commandanten van de rijkswachtkantons toekomen.

Artikel 48.-

Uiterlijk 25 Mei,doen de commandanten van een rijkswachtkanton de in hun bezit zijnde opeisingsberichten aan de burgemeesters toekomen.

Na door de burgemeester medeondertekend en met het zegel der gemeente bekleed te zijn, worden deze berichten, uiterlijk 31 Mei, door de burgemeesters aan de aangewezen eigenaars of houders overhandigd.

HOOFDSTUK VII.- Diverse bepalingen.

Artikel 49.-

De commandanten van de rijkswachtkantons maken, voor ieder voertuig waarvoor zij een opeisingsbericht hebben ontvangen, een opeisingsbevel van het model nr 23 A op, alsmede de ontvangbewijzen bijlagen I en II, als bepaald

./....

in artikel 94 van het koninklijk besluit van 3 Mei 1939.

De opeisingsbevelen worden, uiterlijk 31 Mei, door de commandant van het rijkswachtdistrict nagezien en ondertekend.

Deze bevelen en de bijlagen I en II worden ten zetel van het rijkswachtkanton aangevuld, gerangschikt en bewaard.

Artikel 50.-

Een afzonderlijk opeisingsbevel van het model nr 23 A, met de bijlagen I en II, wordt opgemaakt voor elk voertuig dat voor opeising is aangewezen.

Artikel 51.-

Indien de plaats der inlevering die op het opeisingsbericht vermeld staat tijdens het dienstjaar gewijzigd wordt, maakt de commandant van het militair gebied een nieuw opeisingsbericht op; dit laatste wordt toegezonden aan de commandant van het rijkswachtkanton,die onverwijld een opeisingsbevel klaar maakt.

Dit bericht wordt dan aan de burgemeester doorgestuurd die het eerst medeondertekent en met het zegel der gemeente bekleedt,en het nadien aan de eigenaar of de houder van het voertuig overhandigt, tegen afgifte van het vervallen opeisingsbericht.

Dit laatste document wordt teruggestuurd naar de commandant van het rijkswachtkanton die het, samen met het vervallen opeisingsbevel, aan de commandant van het militair gebied laat geworden.

./....

Artikel 52.-

De motorvoertuigen moeten bij de opeising met al hun gereedschap, toebehoren, reservestukken, gevulde benzine- en oliereservoirs en, bij voorkomend geval,met hun bijzondere uitrusting worden ingeleverd. Bovendien moeten de vrachtwagens met een voorraad van honderd liter benzine in kannen en vier liter olie in kannen worden ingeleverd; de tankwagens en tankaanhangwagens voor benzine met hun volle lading benzine.

Artikel 53.-

De inschrijving van de voor opeising aangewezen voertuigen geschiedt reeds in vredestijd.

De inschrijvingsnummers worden op de berichten, de opeisingsbevelen en de ontvangbewijzen bijlagen I en II vermeld.

Artikel 54.-

Op straf van rechtsvervolging is iedere eigenaar of houder van een voertuig waarvoor hij een opeisingsbericht bezit, gehouden binnen vijftien dagen de burgemeester op de hoogte te brengen :

1° van de verkoop, de vernieling, het verlies, de diefstal, de definitieve buitengebruikstelling of het definitief vertrek naar het buitenland van het aangewezen voertuig;

2° van de verandering van verblijfplaats of van de definitieve opberging van dit voertuig in een garage, loods of enige andere plaats, gelegen op het grondgebied van een andere gemeente dan die welke op het opeisingsbericht vermeld is. De aangifte moet alleen ter gemeente van het vertrek worden gedaan.

./....

Artikel 55.-

Wanneer hij de burgemeester op de hoogte brengt, geeft de aangever hem het oproepingsbericht waarvan hij houder is behoorlijk ingevuld terug. In ruil voor het vervallen oproepingsbericht,ontvangt de aangever een bewijs van het model nr 16, met het zegel der gemeente bekleed.

Artikel 56.-

Bij het overlijden van de eigenaar of van de houder van een voertuig waarvoor een opeisingsbericht is opgemaakt, zijn de rechthebbenden gehouden aan het bepaalde in de artikelen 54 en 55 gevolg te geven.

Artikel 57.-

Betreft het een in de gemeente geteld voertuig, dan vermeldt de burgemeester op dit opeisingsbericht welk voertuig, overeenkomstig de volgorde der loting, in de plaats komt van dat waarvoor de aangifte werd gedaan.

Artikel 58.-

Ieder vervallen opeisingsbericht wordt door de burgemeester overgemaakt aan de commandant van het rijkswachtkanton, die de ontvangst er van bericht.

Artikel 59.-

Voor de voertuigen in de gemeente geteld, maken de burgemeester en de commandant van het rijkswachtkanton in hun rangschikkingsboeken melding van de aangiften die overeenkomstig de artikelen 54 en 56 werden gedaan. Op hun lijsten van het model 25 A houden zij rekening met de vervanging van voertuigen die uit deze aangiften volgt.

./....

Artikel 60.-

De eigenaar of houder van het voertuig dat ter vervanging van een ander voertuig is aangewezen, wordt hiervan verwittigd zoals bepaald in artikel 48.

Artikel 61.-

De verkrijger van een voertuig, waarvoor de vroegere eigenaar of houder een opeisingsbericht had ontvangen, moet er van worden verwittigd dat het voertuig voor opeising aangewezen blijft.

Die kennisgeving geschiedt overeenkomstig artikel 48.

Artikel 62.-

De eigenaar of houder van een voertuig waarvoor een opeisingsbericht werd opgemaakt, is gehouden aan de op dit document voorkomende onderrichtingen gevolg te geven zodra de gedeeltelijke of algehele mobilisatie van het leger wordt afgekondigd. De omstandigheid dat geen opeisingsbevel werd ontvangen, kan in geen geval gelden als verantwoording voor het in gebreke blijven het voertuig voor de opeisingscommissie te brengen.

Artikel 63.-

De militairen met onbepaald verlof die voor opeising aangewezen voertuigen besturen, moeten, onverschillig de plaats waar zij zich volgens het heroproepingsbevel dienen te begeven, eerst hun voertuig voor de opeisingscommissie brengen, die op het opeisingsbevel of -bericht is aangegeven. Zij geven aan hun wederoproepingsbevel eerst gevolg nadat zij door de opeisingscommissie van alle verplichtingen zijn ontheven.

./....

Artikel 64.-

De eigenaars, houders of bestuurders van voor opeising aangewezen aanhangwagens, moeten eerst de aanhangwagen voor de op het oproepingsbevel of -bericht aangegeven commissie voeren alvorens de tractor in te leveren, indien deze laatste door een andere commissie dient te worden opgeeist.

HOOFDSTUK VIII.- Strafbepaling.

Artikel 65.-

De personen die verzuimen de in de artikelen 54 en 56 bepaalde aangiften te doen,worden gestraft met de straffen, bij de wet van 12 Mei 1927 gesteld.

HOOFDSTUK IX.- Slotbepalingen.

Artikel 66.-

De artikelen 150 tot 243, 248, 249, 265 en 273 van het reglement gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 Mei 1939 tot regeling van de uitvoering der wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen, worden opgeheven.

Artikel 67.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

./...

Artikel 68.-

Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :
De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Verkeerswezen,

Op de bijlagen moeten volgende vermeldingen worden aangebracht :

"Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ",

gevolgd door de medeondertekeningen.

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs :	J. SUETENS,	président du conseil d'Etat,	président
De Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	H. BUCH,	conseillers d'Etat	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State	
	L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation	
	G. DOR,	bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.